Postface

Un nouveau panorama de l'insertion des jeunes

Yannick l'Horty

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5669>

DOI : 10.4000/formationemploi.5669

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 23 août 2018

Pagination : 187-198

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Yannick l'Horty, « Postface », *Formation emploi* [En ligne], 142 | Avril-Juin 2018, mis en ligne le 23 août 2018, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5669> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.5669>

Postface

Un nouveau panorama de l'insertion des jeunes

YANNICK L'HORTY

Professeur d'économie. Directeur de TEPP (Travail Emploi et Politiques publiques - FR CNRS 3435) et responsable du master Data Analyst, université Paris-Est Marne-la-Vallée ERUDITE (Equipe de recherche sur l'utilisation des données individuelles en lien avec la théorie économique). Membre du Conseil d'analyse économique

Les huit articles de ce dossier abordent, sous des angles différents, la question de l'insertion des jeunes au sortir du système éducatif. Ils s'intéressent à des populations plus ou moins diplômées, focalisent l'attention sur des filières de formation plus ou moins spécifiques, et interrogent les effets de déterminants variés des parcours d'insertion.

Au-delà de ces différences, ils ont pour point commun d'utiliser une seule et même enquête, « Génération 2010 » du Céreq. Partant d'une source unique d'information, qui décrit les trajectoires de début de vie active d'une même cohorte de jeunes, dans un même territoire, la France métropolitaine, et sur une même période, entre 2010 et 2013, ces travaux fournissent une bonne illustration, par leur diversité, de la prodigalité de l'enquête Génération¹.

L'enquête de 2013 s'inscrit dans le dispositif de la statistique publique développé depuis maintenant deux décennies, depuis l'enquête « Génération » de 1997 qui portait sur le devenir des sortants de l'année scolaire 1991-1992. C'est la onzième enquête Génération et la cinquième réalisée à un horizon de trois ans après la sortie du système éducatif. Elle observe, au printemps et à l'été 2013, une cohorte de 33 500 jeunes représentatifs des 708 000 jeunes ayant quitté le système éducatif, en France métropolitaine, à l'issue de l'année scolaire 2009-2010. Comme les précédentes, elle couvre de façon précise les parcours scolaires de ces jeunes et les premières années de leur vie active.

En exploitant cette même source, l'ensemble des articles de ce numéro spécial de *Formation Emploi* revisite la problématique des déterminants de l'insertion professionnelle des jeunes. Si chacun des articles retient un angle particulier, leur addition fournit un panorama assez complet de cette problématique. Dans cette postface, nous

1. Notons d'emblée qu'ils sont issus d'un travail coordonné dans le cadre d'un groupe d'exploitation, associant des chargés d'études du Céreq et de ses centres associés régionaux, des chercheurs associés et d'autres chercheurs extérieurs, travail qui a fait l'objet d'une première diffusion sous la forme d'un volume publié dans la collection *Céreq Echanges*, comprenant vingt contributions (Calmand & al., 2017). L'exploitation de cette enquête a par ailleurs alimenté un numéro hors-série d'*Alternatives Économiques* : « Entrer dans la vie active », n° 071 - 01/2015.

présentons, en premier lieu, une synthèse des messages essentiels de ces articles, avant de proposer une ouverture sur des messages complémentaires insuffisamment présents, selon nous, dans ce volume, soit l'impact de la crise, les effets des politiques publiques, la mesure des discriminations.

11 Les déterminants sociaux de l'insertion

La plupart des articles qui composent ce numéro ciblent un déterminant particulier de l'insertion des jeunes, dont ils discutent la portée. Considérés globalement, ils délivrent une lecture structurée et hiérarchisée des différents facteurs qui conditionnent l'insertion des jeunes sortant du système éducatif.

L'un des premiers messages essentiels est sans doute celui de l'importance du rôle joué par le niveau de sortie du système éducatif sur les chances d'insertion des jeunes. Le constat n'est pas nouveau, mais il mérite d'être rappelé : le diplôme est le meilleur antidote contre le chômage. Les trajectoires d'insertion les plus éloignées de l'emploi sont celles des moins diplômés, *a fortiori* celles des sortants du secondaire et des non-diplômés.

Si chacun des articles de ce numéro le souligne d'une manière ou d'une autre, celui d'Estelle Bonnet, de Karine Pietropaoli et d'Elise Verley l'exprime peut-être le plus nettement. Ces auteures s'intéressent à l'insertion des sortants du secondaire à l'issue de la voie professionnelle, c'est-à-dire pour une cohorte de jeunes surexposés aux difficultés d'insertion. Elles utilisent une typologie de la réussite qui croise la stabilité du contrat de travail et le sentiment de réussite des jeunes. Parmi les diplômés de la voie professionnelle qui occupent un emploi salarié trois ans après, les auteurs ne dénombrent que 50 % de jeunes qui ont à la fois un emploi stable et un niveau élevé de satisfaction dans leur travail (dénommés « sécures engagés » dans l'étude). Ces jeunes qui réussissent le mieux à l'issue de la voie professionnelle ont atteint plus fréquemment le baccalauréat, sont surreprésentés dans les spécialités de la mécanique, électrique et électronique et sont au contraire sous-représentés dans les spécialités des services à la personne. Le niveau de diplôme et la filière suivie jouent donc un rôle central, y compris pour les sortants du secondaire professionnel.

Au-delà du niveau et de la nature du diplôme, un deuxième message transversal est celui de la pluralité des autres facteurs sociaux qui conditionnent les trajectoires d'insertion. L'étude d'Estelle Bonnet, Karine Pietropaoli et Elise Verley, déjà évoquée, souligne par exemple que, parmi les jeunes qui se sont le mieux insérés, les trois quarts sont des garçons. Le sexe intervient fréquemment à côté du rôle joué par le diplôme et la spécialité dans la réussite des jeunes, à l'avantage des garçons. Cette étude met aussi en avant d'autres déterminants, comme l'origine sociale ou le domaine d'activité professionnelle, comme le font d'autres articles de ce dossier.

Pour autant, les facteurs purement individuels ne sont pas les seuls à l'œuvre. Plusieurs études soulignent aussi le rôle joué par des facteurs contextuels. Philippe Cordazzo révèle, par exemple, le rôle du marché locatif, et met en évidence la grande diversité des trajectoires d'autonomie résidentielle des jeunes, en lien avec leur insertion professionnelle. Il indique que le taux d'insertion professionnelle est plus élevé pour les garçons que pour les filles, et qu'il augmente avec la durée écoulée depuis la sortie du système scolaire, essentiellement la première année. La prise d'indépendance dans le logement, synonyme de décohabitation du foyer parental est, quant à elle, plus élevée pour les filles que pour les garçons. Elle augmente aussi avec la durée écoulée depuis la sortie du système scolaire, mais de façon assez linéaire. Le plus fréquemment, les jeunes en emploi trois ans après leur sortie du système éducatif habitent encore chez leurs parents. L'insertion professionnelle est alors un préalable à l'autonomie résidentielle. Mais selon qu'ils vivent seuls ou en couple, d'autres configurations existent, qui sont mises en évidence dans l'étude.

Joël Zaffran souligne, quant à lui, le rôle de l'environnement local et régional, en focalisant son regard sur le cas des jeunes sans diplôme. Constatant des inégalités interrégionales très marquées, il souligne le rôle du caractère rural ou non de la commune de résidence. En contrôlant par les déterminants individuels de l'accès à un emploi ou à une formation, notamment le sexe, la profession du père et le niveau de sortie du système éducatif, il met en évidence un rôle actif du statut de la commune. Résider dans une commune rurale augmente les chances d'insertion (de 23 %) relativement au fait d'habiter une commune urbaine.

L'étude de Manon Garrouste, Francis Kramarz et Carmelo Zizzo pointe les disparités régionales en matière d'offre de formations en apprentissage. Ainsi, les régions consacrant à l'apprentissage une part variable de leurs ressources, cette offre est très dispersée selon les territoires. Or, ces différences dans l'accessibilité locale de l'apprentissage conditionnent les possibilités des jeunes et exercent un rôle déterminant dans leur trajectoire de formation, puis d'insertion. Les auteurs montrent que les disparités dans les décisions régionales de soutien à l'apprentissage jouent un rôle de premier plan dans le recours des jeunes à l'alternance.

Au total, les différents articles qui composent ce dossier permettent de produire une liste de facteurs explicatifs de l'insertion, dans laquelle des facteurs individuels et contextuels se combinent. Pour autant, chacun des articles nous indique aussi, à sa manière, que l'insertion des jeunes n'est pas un problème qui se résume à l'addition d'un ensemble de facteurs, favorables ou défavorables. Le schéma d'ensemble est moins déterministe que probabiliste, et il laisse une large place aux stratégies individuelles et aux interactions sociales.

21 Le rôle des stratégies individuelles et des interactions sociales

Plusieurs articles s'écartent d'une vision purement déterministe, en soulignant que le sens des causalités n'est pas toujours univoque, que des interactions spécifiques peuvent exister entre tel ou tel déterminant et que le sens des effets peut être variable selon le contexte. Par exemple, Joël Zaffran indique que le fait d'habiter une commune rurale n'est pas un élément pénalisant pour l'insertion des jeunes sans diplôme, alors que ce ne sera pas le cas pour des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

De même, Carine Énard et Christine Guégnard explorent des causalités inattendues entre le sexe et l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur. Alors que les filles réussissent mieux dans le supérieur, comme le confirme l'article de Boris Ménard, ce n'est pas le cas dans certaines filières fortement masculines, les STAPS (Sciences et techniques des activités physiques et sportives). Les filles y présentent des conditions d'emploi tout juste comparables à celles des garçons. Elles se dirigent le plus souvent vers les emplois les plus féminins du secteur sportif et/ou de l'éducation, trois ans après leur sortie de l'université, malgré une sur-dotation en capital scolaire, en capital social et en expérience pré-professionnelle. L'effet du sexe sur l'insertion n'est donc pas le même selon les filières de formation, plus ou moins féminisées. Il s'agit là d'un argument pour développer ce type d'études de genre.

L'étude de Philippe Cordazzo, déjà évoquée, insiste sur la diversité des configurations reliant l'insertion professionnelle des jeunes et leur situation de logement. En prenant en compte la mise en couple, elle distingue jusqu'à huit types de trajectoires. Cette étude illustre l'absence de relation univoque entre prise d'indépendance en matière de logement et insertion professionnelle des jeunes.

L'une des raisons limitant le caractère déterministe de telle ou telle caractéristique individuelle sur les trajectoires d'insertion tient au fait que l'insertion est aussi le produit d'interactions sociales dans lesquelles les comportements d'acteurs vont jouer un rôle, qu'il s'agisse des acteurs de l'insertion ou des jeunes eux-mêmes au travers de leur choix d'orientation. Reconnaître l'existence de déterminants sociaux de l'insertion n'est donc pas antinomique avec le fait d'affirmer que les choix et les volontés individuels pèsent également dans les trajectoires.

Boris Ménard s'intéresse au décrochage dans l'enseignement supérieur et propose d'aborder cette question des choix individuels en utilisant l'approche par les capacités, proposée par Amartya Sen. Il confirme, en premier lieu, le rôle des déterminants individuels tels que le sexe, l'origine sociale ou le degré de réussite dans le secondaire. Il montre, en particulier, que le parcours dans le secondaire est un prédicteur de la réussite dans le supérieur, les bacheliers professionnels ayant de très faibles chances de réussite en licence générale. Mais au-delà de ces facteurs, il indique aussi que les choix d'orientation des individus jouent un rôle important, puisque la plupart des réorientations ont un effet bénéfique sur l'obtention d'un

diplôme. Il insiste sur la diversité des formes de décrochage dans l'enseignement supérieur et sur la variété des motivations des étudiants qui ne sont pas centrés uniformément sur la réussite immédiate.

Certes, les choix individuels en matière d'orientation sont eux-mêmes conditionnés par des déterminants sociaux, parmi lesquels on retrouve, par exemple, l'offre locale de formation. L'étude de Manon Garrouste, Francis Kramarz et Carmelo Zizzo, déjà évoquée, modélise de façon précise les choix individuels en matière d'accès à une formation en apprentissage. Elle met en évidence le rôle important de l'effort financier des régions, qui conditionne l'accessibilité locale de ce type de formation, au côté d'autres déterminants, comme le fait d'avoir suivi une troisième générale, ou d'avoir redoublé avant la sixième.

Le contenu et le mode de formation entrent aussi en considération dans la détermination des chances d'insertion. C'est ce que met en évidence l'étude de Thomas Couppié et Céline Gasquet, qui s'interroge sur les mécanismes par lesquels l'apprentissage améliore l'insertion des jeunes, en se focalisant sur les sortants d'un CAP ou d'un BEP². Les apprentis consacrent davantage de temps de formation en entreprise, où ils acquièrent des compétences spécifiques, tandis que les jeunes issus de la voie professionnelle scolaire ont une meilleure formation générale. Ces derniers seraient donc plus employables pour des métiers distants du cœur de cible de leur formation. L'étude montre effectivement que plusieurs canaux interviennent. L'apprentissage augmente les chances d'insertion car l'information sur les qualités des apprentis, dont disposent les employeurs, est plus complète que celle disponible à l'issue d'un stage court. L'apprentissage augmente également les chances d'insertion en ouvrant l'accès à des emplois où sont valorisées les compétences à la fois spécifiques et transférables acquises grâce à ce mode de formation. Au-delà de ces mécanismes, qui sont identifiés de façon probante par la stratégie empirique des auteurs, il reste de la place pour d'autres effets résiduels de l'apprentissage.

L'influence d'autres éléments du parcours de formation peut également être discutée. Ainsi, Julien Calmand, Stéphanie Condon, Karine Pietropaoli, Pascale Rouaud, et Emmanuelle Santelli proposent de mesurer les effets d'une mobilité à l'étranger sur l'insertion. Ce type d'expérience concerne essentiellement les jeunes dans l'enseignement supérieur et se concentre dans certaines filières. L'étude met en évidence un effet significatif des mobilités longues sur les gains salariaux, trois ans après la sortie de l'enseignement supérieur. Mais ce gain n'est réellement significatif que pour les jeunes qui n'ont pas eu d'expérience à l'étranger durant leur formation, c'est-à-dire pour les moins mobiles.

On aurait donc tort de réduire les conditions de réussite d'une trajectoire d'insertion à une simple addition de facteurs favorables ou défavorables. Le contenu et les modalités des formations suivies, les choix individuels d'orientation et de réorientation, les effets des trajectoires antérieures, le rôle du contexte local, le dynamisme du marché du travail et

2. Respectivement certificat d'aptitude professionnelle et brevet d'études professionnelles.

les contraintes en matière de logement, voire les interactions de tous ces éléments, parmi d'autres, compliquent l'analyse. C'est sans doute cette complexité qui fait de l'insertion des primo-actifs un thème aussi riche pour les recherches en sciences sociales.

3 | Les effets de la crise

Dans la suite de cette postface, nous voudrions élargir le propos en évoquant des thématiques peu présentes dans ce dossier, qui peuvent constituer des ouvertures utiles vers des perspectives complémentaires et qui mériteraient d'être développées. Une première thématique est celle des effets de la crise sur l'insertion des jeunes. Evoquée en toile de fond dans certains articles, la crise aurait pu donner lieu à des investigations plus approfondies.

L'originalité de l'enquête de 2013 est en effet de couvrir, pour la toute première fois, les générations de primo-sortants après la grande récession de 2008-2009. Rappelons qu'après 2008, le marché du travail français a connu près d'une décennie de dégradation quasi-continue. Le nombre de demandeurs d'emploi est passé d'un point bas de 3,056 millions, en avril 2008, à un point haut de 5,631 millions, en août 2017, soit une hausse de 84,3 %. Si l'on observe les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, le point bas était de 519 200 en février 2018 et le point haut de 818 200 en mai 2015, soit une progression de 58 %. Le taux de chômage au sens du BIT (Bureau international du travail) a connu une augmentation moins régulière et moins spectaculaire, mais il était à un minimum début 2008, autour de 7,5 %, pour atteindre un maximum à la mi-2015, autour de 10,5 %, soit une progression de 40 %. Il y a des différences d'ampleur, mais tous ces indicateurs soulignent la profondeur et la durée de la contraction du marché du travail sur près d'une décennie.

L'enquête de 2013 rend donc possible une première mesure des effets de la crise sur les trajectoires d'insertion, en comparant les jeunes sortis en 2010 avec ceux des enquêtes précédentes. C'est d'ailleurs dans cette direction que les premiers travaux d'exploitation ont été publiés par le Céreq, en 2014 et 2015 (Barret & *al.* 2014 ; Ilardi & Sulzer, 2015). Ces travaux ont confirmé la nette dégradation des conditions d'insertion des jeunes, avec un taux de chômage de 22 % trois ans après la sortie, soit le niveau le plus élevé jamais atteint dans ces enquêtes. Ils ont permis de montrer que la crise a le plus affecté les jeunes les moins diplômés et a ainsi été à l'origine d'une inégalité renforcée des chances d'insertion selon le niveau de diplôme. Dans l'enquête de 2010, la moitié des sans-diplômes est au chômage, contre un tiers pour les premiers niveaux de diplômes, alors qu'à l'autre extrémité du spectre des formations, les jeunes ingénieurs et docteurs n'ont pas subi de réduction sensible de leurs chances d'insertion.

L'exploitation de cette enquête a également permis de montrer que, paradoxalement, pour la majorité des jeunes qui accèdent à l'emploi au bout de trois ans, la qualité de cet emploi ne s'est pas dégradée sous l'effet de la crise. Il s'agit d'un CDI (contrat à durée indéterminée)

dans les deux tiers des cas, tandis que la part du temps partiel subi et le niveau de rémunération sont stables relativement à l'enquête précédente. La crise aurait donc surtout érodé les trajectoires d'insertion des jeunes, en allongeant la durée de l'insertion, sans altérer la qualité finale de l'insertion.

La diffusion des premiers résultats de l'enquête Génération 2013, réalisée en 2016, est intervenue courant 2017 (Gaubert & *al.* 2017 ; Henrard & Ilardi, 2017). Ils confirment la dégradation des conditions d'insertion des jeunes, particulièrement des moins diplômés, et le maintien de la qualité des emplois, avec la progression du niveau de qualification des postes, la relative stabilité du taux de temps partiel et la progression des salaires les plus bas.

41 Les politiques publiques pour la jeunesse

Ce panorama ne serait pas complet sans évoquer les politiques publiques en faveur de l'insertion des jeunes, qui mériteraient d'être plus présentes dans ce dossier. Un grand nombre de dispositifs innovants de politiques publiques a été mis en œuvre pour répondre au défi des difficultés persistantes d'insertion des jeunes sortant du système éducatif avec peu ou pas de diplôme.

On peut dénombrer ainsi plusieurs dizaines de dispositifs nouveaux depuis le début des années 2000, en France. Certains de ces dispositifs sont conditionnés explicitement à un âge de moins de 25 ou 30 ans. D'autres n'ont pas de condition d'âge, mais concernent au premier chef les plus jeunes. Ces mesures prennent la forme de subventions directes à l'emploi (emplois francs, contrats d'apprentissage et de professionnalisation, emplois d'avenir, autres contrats aidés...), d'un accompagnement plus ou moins renforcé et de mesures de formation (PACEA - parcours contractualisé vers l'emploi et l'autonomie, porté par les missions locales ; accompagnement intensif jeune, porté par Pôle emploi ; insertion par l'activité économique ; programmes régionaux ou départementaux ; écoles de la deuxième chance ; établissements pour l'insertion dans l'emploi,...), ou de mesures mixtes. Parmi ces dernières, il convient d'évoquer la Garantie jeunes, qui combine formation, accompagnement et aide monétaire ciblée. On évoque ici uniquement les mesures pour l'insertion professionnelle et l'emploi des jeunes, sans aborder les mesures dans le domaine de l'éducation, du logement, de la santé...

Le contraste est évident entre l'inflation du nombre de ces mesures et l'absence d'évaluation rigoureuse de leurs effets. Dans ce contexte, de nombreux rapports publics ont beau jeu de pointer l'excessive variété des dispositifs de politiques publiques qui concourent à l'insertion des jeunes et leur grande complexité institutionnelle (Cour des comptes, 2016 ; France Stratégie & Dares, Boisson-Cohen & *al.* 2017). Dans son rapport de 2016 sur l'accès des jeunes à l'emploi, la Cour des comptes met en cause le ciblage insuffisant des contrats aidés,

la faible intensité des mesures d'accompagnement et leur différenciation insuffisante au regard de la diversité des besoins des jeunes, ainsi que le trop faible contenu en formation de ces dispositifs. Elle plaide pour un redéploiement des contrats aidés vers les dispositifs d'accompagnement et de formation les plus intensifs, comme la Garantie jeunes ou les écoles de la deuxième chance et l'alternance.

Un système d'enquêtes statistiques, comme les enquêtes Générations, joue un rôle en amont de la conception des politiques pour la jeunesse, en construisant des données qui légitiment l'intervention publique, mais il est peu opératoire dans le domaine de leur évaluation. Celle-ci suppose de pouvoir comparer des jeunes bénéficiaires de l'action publique avec des jeunes qui n'en bénéficient pas et qui ont par ailleurs les mêmes caractéristiques. Pour y parvenir, les chercheurs utilisent aujourd'hui des protocoles spécifiques de construction de données qui ont un caractère expérimental ou quasi-expérimental.

Qu'il nous soit permis d'évoquer ici notre travail récent d'évaluation de l'un des dispositifs les plus intensifs d'accompagnement et de formation des jeunes les plus éloignés de l'emploi, le service militaire volontaire (SMV). Pour évaluer les effets de ce dispositif mis en œuvre par l'armée depuis la fin 2015, nous avons déployé un système original d'enquêtes, baptisé DESTINIE, qui nous permet de comparer les cohortes des jeunes entrés au SMV avec des cohortes de jeunes volontaires, mais non incorporés (Anne & *al.*, 2017). Nous évaluons l'impact du passage par le SMV par double différence. Notre étude indique qu'un passage en SMV augmente de plus de trente points les chances, pour un jeune, d'accéder à un emploi à l'issue de sa formation. Elle met en évidence de nombreux autres effets positifs de l'expérimentation. Elle explore en outre les canaux par lesquels ces effets émergent, à savoir l'aide à la mobilité, le soutien à la motivation du jeune et à l'estime de soi.

Selon nous, c'est ce type de protocole qu'il convient développer dans l'avenir pour mieux évaluer les dispositifs de politiques publiques pour les jeunes. Ces dispositifs sont fréquemment ciblés sur des publics particuliers, dans des territoires particuliers, et les enquêtes représentatives ne permettent pas d'en évaluer les effets. L'évaluation de ces programmes sociaux locaux nécessite de faire appel à des technologies d'évaluation adaptées, dont les avantages et inconvénients sont maintenant bien établis (L'Horty & Petit, 2011).

5 Insertion et discriminations

Dès lors que l'objet est d'expliquer les trajectoires d'insertion des jeunes, il est souhaitable d'évoquer également les effets des discriminations qui peuvent potentiellement pénaliser les jeunes. Les enjeux sont particulièrement importants, puisque les discriminations sont des barrières à l'insertion dont l'existence même heurte la morale et le droit. La thématique des discriminations est d'ailleurs évoquée en conclusion par plusieurs articles de ce dossier, mais elle n'est centrale dans aucun.

Les jeunes peuvent être confrontés à deux ensembles de discriminations dans leur trajectoire d'insertion économique et sociale. D'une part, en tant que primo-actifs engagés dans une démarche d'insertion professionnelle et d'autonomie résidentielle, ils sont potentiellement surexposés aux discriminations dans l'accès à l'emploi et dans l'accès au logement, selon le sexe, l'origine, le lieu de résidence, ou selon d'autres motifs. D'autre part, les jeunes peuvent aussi être confrontés à des discriminations en raison de leur âge, qui est l'un des motifs de discrimination qui figure dans la liste des critères³ prohibés par le droit. À quel point les difficultés d'insertion des jeunes sont-elles des conséquences de phénomènes discriminatoires ? Le critère de l'âge est-il un motif effectif de discrimination ? Les jeunes sont-ils victimes de discriminations en raison de leur âge et/ou selon d'autres motifs ?

Il n'est pas facile de répondre à ces questions. La mise en évidence d'une discrimination suppose d'établir une différence de traitement sur la base d'un critère prohibé qui distingue deux individus par ailleurs semblables en tous points. Les données des enquêtes Génération, comme toutes les données d'enquête, ne permettent pas d'établir de façon satisfaisante ce type de constat. Même si l'objectif de l'enquête est de documenter les différences de conditions d'accès à l'emploi en fonction de la formation initiale suivie et de diverses caractéristiques individuelles (genre, origine sociale, origine nationale), elle ne couvre pas les inégalités dans le processus même d'accès à l'emploi ou au logement. *A fortiori*, l'enquête Génération ne porte pas sur des individus semblables en tous points, à l'exception d'un critère prohibé.

C'est pourquoi les travaux sur les discriminations dans l'accès à l'emploi ou au logement privilégient la méthode du *testing*.⁴ En France, ces travaux se sont focalisés sur un petit nombre de critères parmi l'ensemble de ceux qui sont prohibés par le droit et se sont principalement concentrés sur les marchés du travail et du logement. Des *testings* ont montré l'existence de discriminations dans l'accès à l'emploi en raison du sexe (Duguet & Petit, 2005 ; Petit, 2007), de l'origine (Berson, 2011), de la réputation du lieu de résidence (Bunel & al., 2016), de la religion supposée (Adida & al. 2010 ; Pierné 2013), de l'âge (Challe & al., 2016) ou du croisement de plusieurs de ces critères (Duguet & al., 2010 ; L'Horty & al., 2011 ; Petit & al., 2014). La plupart de ces travaux ont porté sur les jeunes. Sur le marché du logement, les études se sont focalisées sur les discriminations selon l'origine, suggérée par le nom et le prénom, sans cibler la situation des jeunes.

3. L'âge, l'apparence physique, l'appartenance ou non à une ethnie, l'appartenance ou non à une nation, l'appartenance ou non à une race, l'appartenance ou non à une religion déterminée, l'état de santé, l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle, la grossesse, la situation de famille, le handicap, le patronyme, le sexe, les activités syndicales, les caractéristiques génétiques, les mœurs, les opinions politiques, l'origine, le lieu de résidence et la précarité sociale.

4. Le *testing* consiste à fabriquer deux profils de candidats fictifs semblables en tous points, à l'exception d'une caractéristique dont on veut tester l'effet, par exemple le sexe ou l'origine révélée par le patronyme, et à les envoyer simultanément en réponse à de vraies offres sur un marché donné, pour tester les réactions des offreurs.

Ces travaux mettent en évidence des discriminations à l'encontre des jeunes sur la base de plusieurs critères prohibés. Nous avons réalisé une étude complémentaire pour évaluer les discriminations sur sept autres marchés qui n'avaient encore pas ou peu été explorés en France, alors même que l'accès à ces marchés conditionne l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Il s'agit de la formation professionnelle, de l'achat d'une voiture d'occasion, de l'assurance automobile, des complémentaires-santé, du crédit à la consommation, de la reprise d'entreprise et de l'hébergement touristique. Les résultats des tests indiquent plutôt que les jeunes ne sont pas ou peu pénalisés en raison de leur âge. Des discriminations selon l'âge existent, mais elles pénalisent plutôt les âges élevés. Pour autant, les jeunes sont pénalisés dans leur trajectoire d'insertion en raison de leur origine, de leur sexe et de leur lieu de résidence, à la fois sur le marché du travail, du logement, et dans l'accès à d'autres marchés, sans que ces pénalités aient un caractère systématique, alors même que l'accès à ces marchés conditionne la trajectoire d'insertion des jeunes. Nous montrons qu'être jeune implique un coût d'assurance plus élevé et un accès au crédit restreint, et que cela va de pair avec un coût plus faible pour une complémentaire santé (L'Horty & *al.*, 2017). On constate, en outre, que les situations où le jeune qui habite dans un quartier défavorisé est discriminé ne sont pas celles où le jeune d'origine africaine est discriminé.

Pour finir, il nous paraît important de développer les exploitations des enquêtes Génération pour mieux décrire et comprendre les déterminants des trajectoires d'insertion des jeunes au sortir du système éducatif, en particulier parce qu'elles permettent de comparer des cohortes et d'appréhender ainsi des ruptures temporelles liées aux crises ou aux reprises. Pour autant, il nous paraît également essentiel de développer des outils complémentaires de recueil des données à des fins d'évaluation des politiques de jeunesse ou d'analyse de problématiques particulières, telles que les discriminations dans l'accès à l'emploi ou à d'autres marchés, à l'aide de méthodes de *testing*.

■ Bibliographie

- Adida C. L., Laitin D. D. & Valfort M.-A. (2010), "Identifying barriers to Muslim integration in France", *PNAS (Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America)* 107(52), pp. 384-390.
- Anne D., Chareyron S. & L'Horty Y. (2017), *Evaluer une action intensive pour l'insertion des jeunes : le cas du Service Militaire Volontaire, Rapport de recherche TEPP*, n° 17-05.
- Barret C., Ryk F. & Volle N. (2014), « Enquête 2013 auprès de la Génération 2010 : Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme », *Céreq Bref*, 319.
- Berson C. (2011), « Concurrence imparfaite et discrimination sur le marché du travail », *Revue économique*, vol. 62(3), pp. 409-417.

- Boisson-Cohen M., Garner H. & Zamora Ph. (2017), *L'insertion professionnelle des jeunes*, Rapport de diagnostic élaboré par France Stratégie et la Dares, janvier, 68 p.
- Bunel M., L'Horty Y. & Petit P. (2016), "Discrimination based on place of residence and access to employment", *Urban Studies*, 53(2), pp. 267-286.
- Calmand J., Couppié T. & Henrard V. (coord.) (2017), « Rendement éducatif, parcours et inégalités dans l'insertion des jeunes. Recueil d'études sur la Génération 2010 », *Céreq Echanges*, n° 5, mai, 386 p.
- Challe L., Fremigacci F., Langot F., L'Horty Y., Du Parquet L. & Petit P. (2016), *Accès à l'emploi selon l'âge et le genre : les résultats d'une expérience contrôlée*, Rapport de recherche TEPP n° 16-2.
- Cours des Comptes (2016), *L'accès des jeunes à l'emploi. Construire des parcours, adapter les aides*. Rapport, 145 p.
- Dares (2017), *Emploi et chômage des 15-29 ans en 2015*, Dares Résultats 2017-016.
- Duguet E. & Petit P. (2005), "Hiring discrimination in the French financial sector: an econometric analysis on field experiment data", *Annals of Economics and Statistics*, 78, pp. 79-102.
- Duguet E., Leandri N., L'Horty Y., Petit P. (2010), "Are Young French Jobseekers of Ethnic Immigrant Origin Discriminated Against? A Controlled Experiment in the Paris Area", *Annals of Economics and Statistics*, 99-100, pp. 187-215.
- Gaubert E., Henrard V., Robert A. & Rouaud P. (2017), « Pas d'amélioration de l'insertion professionnelle pour les non-diplômés », *Céreq Bref* n° 356.
- Henrard V. & Ilardi V. (coord) (2017), « Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la Génération 2013 », *Céreq Enquêtes* n° 1, octobre, 76 p.
- Ilardi V., Sulzer E. (2015), « Enquête 2013 auprès de la Génération 2010. CAP-BEP : des difficultés d'insertion encore aggravées par la crise », *Céreq Bref* n° 335.
- L'Horty Y., Duguet E., du Parquet L., Petit P. & Sari F. (2011), « Les effets du lieu de résidence sur l'accès à l'emploi : Une expérience contrôlée sur des jeunes qualifiés en Ile-de-France », *Economie et Statistique*, (447), pp. 71-95.
- L'Horty Y. & Petit P. (2011), « Evaluation aléatoire et expérimentations sociales », *Revue Française d'Economie*, Vol XXVI, juillet, pp. 13-48.
- L'Horty Y., Bunel, M., Mbaye S., Petit P., du Parquet L. (2017), *Discriminations dans l'accès à la banque et à l'assurance : les enseignements de trois testings*, Rapport de Recherche TEPP, n° 17-08, 27 p.

- Petit P., Duguet E., L'Horty Y., du Parquet L. & Sari F. (2014), « Discriminations à l'embauche : les effets du genre et de l'origine se cumulent-ils systématiquement ? », *Economie et Statistique*, avril, 464.
- Petit P. (2007), "The Effects of Age and Family Constraints on Gender Hiring Discrimination: A Field Experiment in the French Financial Sector", *Labour Economics*, 14 (3), pp. 371-392.
- Pierné G. (2013), "Hiring discrimination based on national origin and religious closeness: results from a field experiment in the Paris area", *IZA Journal of Labor Economics*, 2 (4).